

Immigration :

un débat sans pragmatisme

Ni " pour " ni " contre ", juste... " avec ". L'ouvrage du démographe François Héran ambitionne de raconter ce fait social et culturel avec lequel nous vivons, dans ce pays où une personne sur quatre est immigrée ou née d'un immigré. En 328 pages, l'ex-directeur de l'Institut national d'études démographiques (INED) tente de calmer le paysage électrisé d'avant-élections, traitant avec une sérénité chiffrée de ce sujet qui ne laisse jamais indifférent.

Discutée ou éludée, l'immigration reste un des marqueurs de l'opposition droite-gauche et même une dominante de la tentation frontiste. A l'heure où les formules à l'emporte-pièce et les slogans racoleurs ponctuent le débat, au cœur d'une campagne où chacun aimerait réécrire à sa façon le roman national, le chercheur fait vivre et parler quelques données scientifiques majeures, prenant soin de les présenter nues, dépouillées de la dramaturgie, voire de l'hystérie, dont cette thématique se pare dès qu'elle s'installe dans la sphère politique.

Pour avoir dirigé cinq années durant les enquêtes et études démographiques de l'Insee avant de passer dix ans à la tête de l'INED, François Héran est une des personnalités les plus légitimes pour contrer les outrances -partisanes sur le sujet. N'en déplaise aux candidats à la présidence de la République et à leurs promesses impossibles que l'auteur ne se prive pas d'épingler.

Les " arguments " du moment, habillés en propositions électorales, passent donc sous les fourches Caudines du spécialiste qui ne ménage personne, qualifiant de " *sophisme* " la position des Républicains sur les capacités d'accueil, de " *politique hors-sol* " les propositions du FN ou de " *désarroi* " l'attitude de la gauche sur cette thématique qu'elle a depuis longtemps lâchée. Pour convaincre que les faits sont plus probants que les paroles, le démographe rappelle que, quelle que soit la couleur du parti au pouvoir, environ 200 000 étrangers hors Union européenne obtiennent un premier titre de séjour en France. C'était vrai sous la droite de Nicolas Sarkozy, ça l'est encore sous François Hollande. La différence, c'est qu'au fil des années, les arrivants sont devenus plus visibles, notamment en Ile-

de-France, où se concentrent 38 % des populations immigrées. Car, comme le montre M. Hérán, " *la part des origines européennes au sein des immigrés a décru de 66 % à 37 % entre 1975 et 2012* ", au profit notamment des Subsahariens.

En dépit de cette perception, le nombre de premières entrées, que d'aucuns voudraient assimiler à une déferlante incontrôlable, représente bon an mal an l'équivalent de 0,3 % de la population française. Ce qui place l'Hexagone " *dans la moyenne de l'UE* ", rappelle François Hérán, et qui permet au scientifique de s'attarder sur la promesse partagée par la droite et l'extrême droite de réduire ces premières installations.

IA " PROMESSE HORS-sol " du FN

La proposition de Marine Le Pen de limiter à 10 000 le solde migratoire annuel, qui oscille autour des 100 000 (une fois les départs de France soustraits des arrivées), fait à ses yeux figure de " *promesse hors-sol* ". Un tel objectif ne pourrait être atteint qu'après un véritable *aggiornamento* du respect du droit : ce droit à vivre en famille, reconnu par une directive européenne de 2003 et bien avant déjà comme partie intégrante de notre Constitution ou de la Convention internationale des droits de l'enfant... Il faudrait réduire l'immigration familiale, qui constitue le gros de ces entrées, pour tenter d'arriver à ce solde de 10 000. Or, comme le rappelle François Hérán, c'est un droit, et " *à ce jour seuls deux groupes de pays ont prohibé le regroupement familial : les pays communistes avant la chute du Mur et les pays du Golfe à l'heure actuelle* "...

Par-delà la faisabilité de la mesure, l'auteur en discute aussi l'opportunité, alors que l'immigration contribue, chaque année, pour un tiers à la croissance démographique du pays ; et ce, depuis la Libération. Même s'il reste positif - et si nous ne sommes pas dans la situation de l'Allemagne -, notre accroissement naturel est déjà tombé de 290 000 en 2006 à 190 000 en 2016, laissant présager un vieillissement à venir du pays.

A ses yeux, l'heure serait plutôt venue de poser autrement la discussion sur l'immigration. Et de plaider pour que le débat public devienne enfin adulte en

dépassant ce stade du " pour ou contre ". Il faut juste pour cela que nous considérions l'immigration comme " *une réalité permanente au même titre que le vieillissement, l'expansion urbaine ou l'accélération des communications* ". Discuter l'entrée, l'intégration, la répartition territoriale pourrait permettre d'être un peu plus constructif en définissant les lignes de force d'une politique migratoire, plutôt que d'essayer sans fin de juguler des entrées qui, autorisées ou non, finissent par s'imposer.

De cette lecture, on ressort mieux armé pour comprendre l'incongruité de l'approche politique du sujet. Mais pour avoir passé sa vie professionnelle à mesurer les résultats des politiques publiques, pour avoir fréquenté les hommes politiques aussi - dont François Hérain raconte la volonté de ne pas intégrer les données de la science -, le démographe laisse pressentir entre les lignes qu'il se fait peu d'illusions et que l'immigration fait partie des débats sur lesquels le pragmatisme n'a que peu de prise. Et de confier que, " *de tous les sujets de recherche* " qu'il a abordés dans sa carrière, c' " *est le seul* " qui lui " *ait valu des menaces de mort* "...

Maryline Baumard Le Monde 29 mars 2017